



Le Gabon a été secoué par un coup d'État militaire le mercredi 30 août, mettant fin au régime en place depuis plusieurs décennies. L'ancien secrétaire américain adjoint aux affaires africaines, Tibor Nagy, a commenté cette situation sur Twitter, en soulignant la difficulté de critiquer ce coup d'État, compte tenu de la longévité du pouvoir de la famille Bongo et des élections controversées qui ont maintenu leur règne pendant 56 ans.

Contexte

Le Gabon est un pays d'Afrique centrale dirigé par la famille Bongo depuis 1967, lorsque le défunt président Omar Bongo a pris le pouvoir. Depuis lors, le pays a connu plusieurs élections contestées et des allégations de fraude électorale. Le coup d'État de ce 30 août, mené par des militaires, a suscité des inquiétudes quant à la stabilité politique du pays et à l'avenir de la démocratie au Gabon.

Les déclarations de Tibor Nagy

Tibor Nagy, ancien secrétaire américain adjoint aux affaires africaines, a commenté le coup d'État au Gabon en soulignant la difficulté de critiquer cette action. Selon lui, les élections qui ont maintenu la famille Bongo au pouvoir pendant plus d'un demi-siècle ne peuvent pas être qualifiées de démocratiques. Il a également fait référence aux présidents Paul Biya du

Cameroun et Obiang Nguema de la Guinée équatoriale, qui ont également été au pouvoir pendant de nombreuses années, en soulignant qu'ils observent attentivement la situation au Gabon.

Implications pour la stabilité politique en Afrique

Les déclarations de Tibor Nagy soulèvent des questions sur la stabilité politique en Afrique et la persistance des régimes autoritaires. Alors que certains pays africains ont réussi à organiser des élections démocratiques et à assurer une transition pacifique du pouvoir, d'autres sont confrontés à des régimes qui se maintiennent au pouvoir pendant des décennies, souvent grâce à des élections contestées. Le coup d'État au Gabon met en évidence les frustrations et les tensions accumulées au fil des ans, ainsi que la volonté de certains acteurs de prendre des mesures radicales pour renverser ces régimes.